



LES CLEFS DE LA SEMAINE

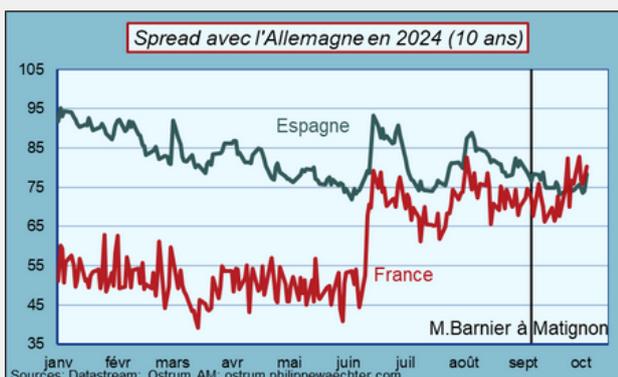
7 Octobre 2024



- Aborder la macroéconomie (Partie I) Pages 2
- L'actu de la semaine, Page 3
- L'inflation en zone Euro passe sous la cible de 2%, Page 4
- L'emploi américain embarrasse la Fed Page 5
- Une nouveau cadre global (Partie I), Pages 6, 7, 8 et 9
- L'éducation au changement climatique : une opportunité pour l'école, Page 10
- Les progrès des femmes dans le leadership ne ralentissent pas seulement, ils s'inversent, Page 11
- L'IA et l'automatisation peuvent ouvrir la voie à l'inclusion sur le lieu de travail, Page 12
- La qualité de l'air s'améliore alors que la Chine réduit sa dépendance au charbon et aux industries lourdes : principales tendances du premier semestre 2024, Page 13
- Les différences de revenus au sein du couple augmentent-elles le risque de séparation ? Page 14

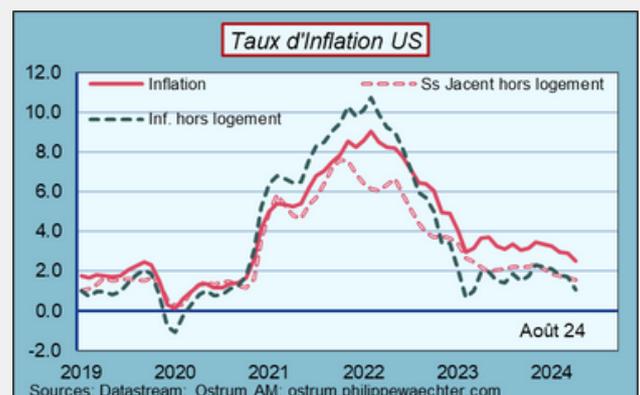
Le graphe qui me plait ou me préoccupe cette semaine:

Le spread français



A suivre cette semaine

L'inflation américaine pour septembre





La question de la semaine - 7 octobre 2024

Aborder la macroéconomie (Partie I)

La macroéconomie est complexe, elle reflète les évolutions du monde, des tensions géopolitiques aux nouvelles technologies en passant par l'allure du cycle économique.

Le rôle et la mission de l'économiste est de s'intéresser à tout cela. Mais on peut avoir besoin de la macroéconomie sans s'investir autant qu'un économiste. Donc si l'on veut s'intéresser à l'économie, pas aux théories économiques mais au quotidien de l'économie, que faut-il regarder ? C'est une question que l'on me pose régulièrement et il me paraissait important d'apporter des éléments de réponses.

Par où commencer pour connaître rapidement la situation économique d'un pays ? Est-ce que cela va bien, mal, est-ce que cela va mieux ou moins bien ? Ce sont des éléments dont on peut avoir besoin pour rencontrer un client ou par intérêt personnel. Pour que cela soit pertinent, il faut que l'information soit la plus objective possible.

Le plus simple est de regarder les enquêtes menées auprès des entreprises. L'Insee en France, l'Ifo en Allemagne, l'ISM aux USA ou Standard and Poor's pour disposer d'enquêtes comparables interrogent les entreprises tous les mois. Les questions portent sur la production, les commandes, l'emploi, les prix ou encore les stocks.

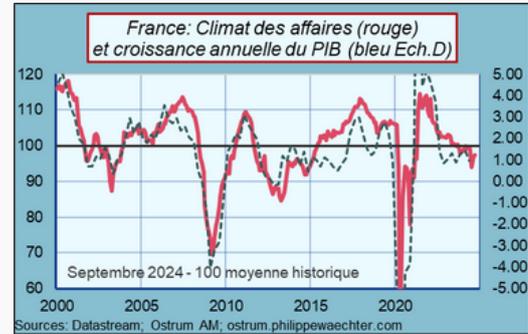
L'objectif est de créer un indicateur synthétique à partir de l'ensemble de ses réponses. Celui-ci doit se caler sur l'activité économique, le PIB par exemple. L'idée est que le PIB est la mesure la plus complète de l'activité économique. Cependant, ce n'est qu'un indicateur trimestriel connu avec retard. Les enquêtes sont mensuelles et doivent se caler sur le profil du PIB. On disposera ainsi d'une lecture rapide sur la situation du moment.

La lecture pour être utile doit être simple. Dans l'enquête mensuelle de l'Insee, la moyenne historique est à 100. Donc toute donnée au-dessus traduit une situation plus robuste que la moyenne et 104 est meilleur que 102. Inversement, en dessous de 100, l'activité est moins bonne que la normale.

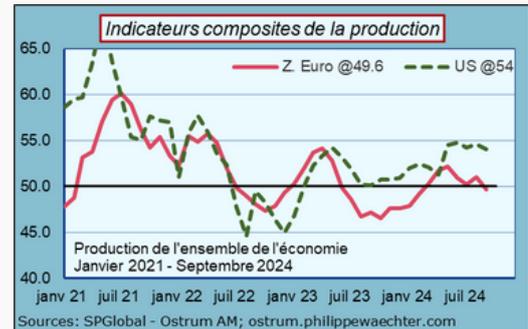
Dans l'enquête Standard and Poor's (SP Global), le curseur est à 50. Au-dessus de cette séparatrice, l'activité s'améliore par rapport au mois précédent. Et plus le chiffre est élevé, meilleure est la situation. Inversement, lorsque l'indice est inférieur à 50. La lecture est la même pour l'ISM américain qui est une des enquêtes les plus anciennes.

Illustration

Le premier graphe montre la relation entre l'indicateur d'enquête et le PIB. Le souhait est de capter le mouvement cyclique contenu dans le PIB.



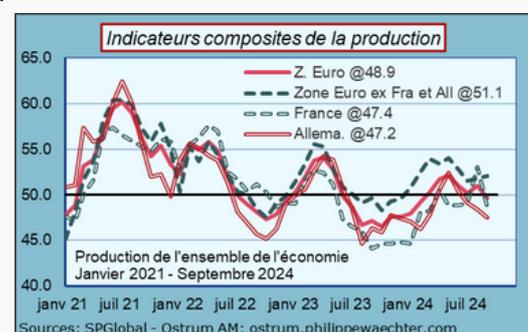
Le deuxième graphe illustre le décalage de conjoncture entre les USA et la zone Euro. L'indicateur est voisin de 50 traduisant une évolution stable en septembre par rapport à août. Aux US, l'activité continue de croître à un bon rythme.



On peut lire aussi la dynamique du cycle depuis la sortie de la crise sanitaire. Très dynamique au premier semestre 2021, traduisant une dynamique de rattrapage après une longue période d'incertitude et de consommation réduite. Cette phase a été suivie en 2022 d'une forme de normalisation.

On voit depuis des profils bien différents de part et d'autre de l'Atlantique.

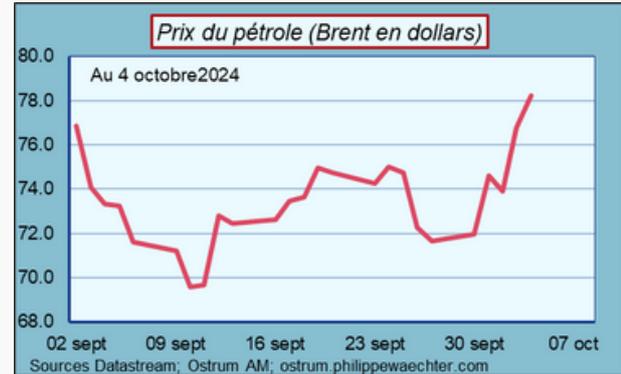
En regardant le profil de l'Europe, on observe un cycle commun mais surtout l'influence marquée de la France et de l'Allemagne sur l'indice de la zone Euro.





L'actu de la semaine

L'allure du **prix du pétrole** s'est rapidement inversée après les événements entre l'Iran et Israël. Le prix du baril de Brent est passé de 69.6 dollars au plus bas le 10 septembre à 78.2 le 4 octobre. On retrouve les valeurs du début du mois de septembre en regardant le graphe. On observe un changement de tendance depuis le 1er octobre et les missiles iraniens sur Israël.



Plusieurs remarques sur l'impact de la hausse de l'or noir.

- La baisse du prix du pétrole avait entraîné un recul du prix de l'essence modifiant ainsi les arbitrages des consommateurs qui sont contraints lorsque le prix est élevé. C'était un bon signal pour la consommation
- Le reflux du prix de l'essence est une source de désinflation ce qui a une incidence sur la perception de l'inflation par les acteurs de l'économie et réduit les exigences salariales dans les négociations.
- La hausse récente du prix du baril, si elle se prolongeait, pourrait annihiler ces effets sont favorables au cycle économique.
- La hausse vient des tensions entre l'Iran (7ème producteur mondial de pétrole) et Israël. Le risque perçu par les investisseurs porte sur les infrastructures pétrolières iraniennes. Cela réduirait l'offre de pétrole. La situation n'est pas encore tendue. La production américaine est très élevée et l'Arabie vient de décider de relâcher les contraintes sur sa production et ne plus chercher à atteindre le 100 dollars le baril.
- L'Agence Internationale de l'Energie indiquait dans son rapport de septembre une hausse significative de l'offre alors que la demande est anticipée comme restant limitée.
- Le risque porte également sur le transport du pétrole via le détroit d'Ormuz. Dans une situation de blocage, l'impact sur l'offre disponible serait beaucoup plus marqué et le prix pourrait progresser vivement. Environ 30% du pétrole mondial passe par ce détroit, son blocage agirait comme un véritable choc pétrolier avec un prix qui pourrait tendre très vite vers les 150\$ ou plus. Une paralysie du détroit qui se prolongerait aurait un effet récessionniste global.
- La Chine et l'Iran échangent sur une grande échelle sur le pétrole. L'Empire du milieu est le premier débouché pour le pétrole iranien. Les tensions nouvelles pourraient renforcer les différents entre les Etats-Unis et la Chine, donnant au conflit une dimension supplémentaire.

On ne sait pas comment le conflit va évoluer. Dans une situation de ce type, l'important est de savoir où et quoi chercher. On regardera les tensions entre Israël et l'Iran, le détroit d'Ormuz et les tensions politiques entre la Chine et les US. Une hausse durable des prix aurait un effet très négatif sur la croissance mondiale.

Le **spread sur la dette française** exprime le désarroi des investisseurs face à l'absence d'équilibre politique en France. Il y a plusieurs dimensions

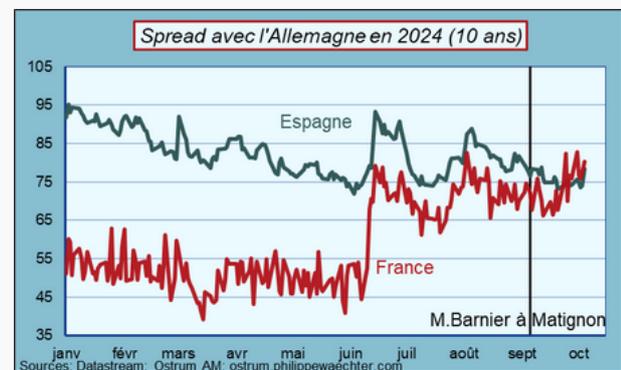
1-La question est spécifique à la France. Le pays qui avait réussi à échapper à l'instabilité jusqu'à présent semble s'y être installé. Par le passé, l'existence d'une majorité politique donnait la perception qu'une solution serait toujours atteignable.

2-En l'absence de cette majorité absolue, la recherche d'une coalition n'a pas fonctionné et le gouvernement actuel ne dispose ni d'une majorité ni une dynamique politique large sur laquelle pourrait se regrouper d'autres tendances politiques.

3-Le discours de politique général de Michel Barnier n'a eu aucun effet sur le spread. La Grèce, l'Espagne et le Portugal sont désormais perçus comme moins risqués que la France

4-Les mesures annoncées par le premier ministre manquent de précisions. Si la partie fiscale se précise pour les entreprises et pour les ménages qui verront leurs impôts augmenter, il n'en est rien du côté de la réduction des dépenses. Pourtant dans l'ajustement, les dépenses contribuent plus que les recettes à la réduction du déficit.

5-Le risque d'instabilité du gouvernement est fort. On doit s'habituer à un spread plus élevé dans la durée.





L'inflation en zone Euro passe sous la cible de 2%

Le taux d'inflation s'est inscrit à 1.8%, en dessous de 2% comme en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne. Le repli du prix de l'énergie est l'explication principale. Mais l'Arabie ayant décidé de produire davantage, le prix du brut restera faible et la contribution négative de l'énergie se prolongera. Au regard de la conjoncture peu dynamique, du marché du travail allemand en difficulté, les salaires et les prix des services vont s'ajuster à la baisse, facilitant le travail de la BCE

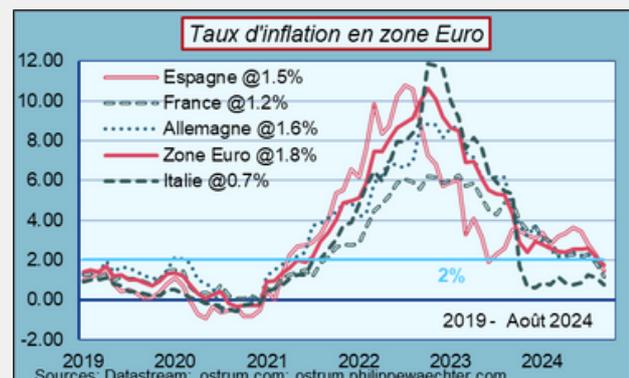
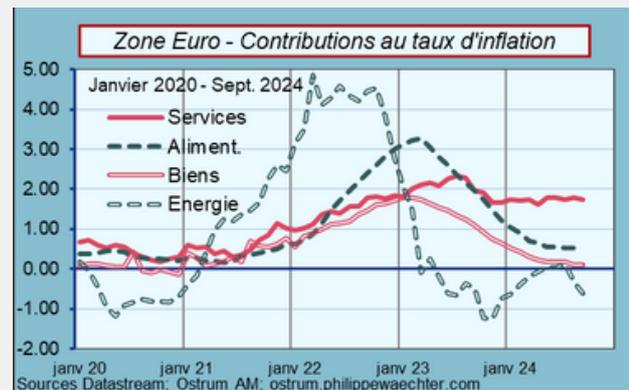
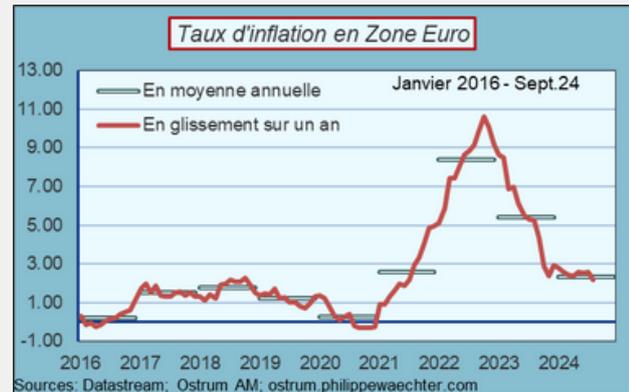
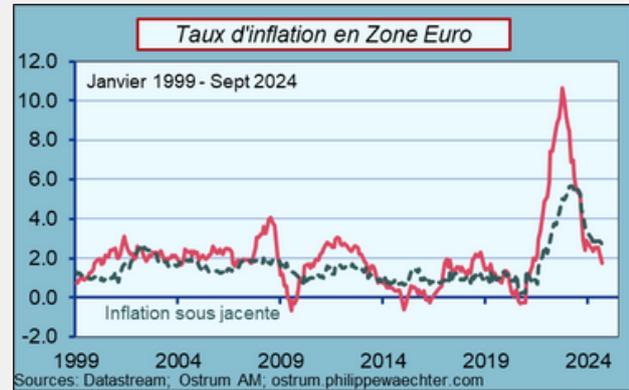
Le taux d'inflation, à 1.77% en septembre, passe sous le seuil des 2% pour la première fois depuis juin 2021. Le taux d'inflation sous-jacent est de 2.7% avec une contribution au taux d'inflation de 1.8%

L'acquis d'inflation pour 2024 à la fin du mois de septembre est de 2.3%. La dynamique des négociations salariales va s'opérer sur des bases plus faibles. Cela devrait ainsi se traduire par une progression plus réduite du taux de salaire de référence limitant ainsi la persistance de la hausse des prix.

Le repli de l'inflation est essentiellement lié à la baisse de la contribution de l'énergie. Cela reflète le recul rapide du prix du pétrole (c'est l'indicateur qui compte pour comprendre l'allure du prix de l'énergie). L'atterrissage de la contribution du prix des biens continue alors que la contribution des prix alimentaires et celle des services sont stables à un niveau, pour l'une et pour l'autre, trop élevé.

La dynamique du prix des services reste le caillou dans la chaussure de Christine Lagarde. Cependant, au regard du repli du taux d'inflation, d'une activité médiocre et d'un risque plus fort sur l'emploi, les tensions devraient se réduire pour négocier des hausses de salaire plus limitées réduisant la persistance d'une inflation trop élevée.

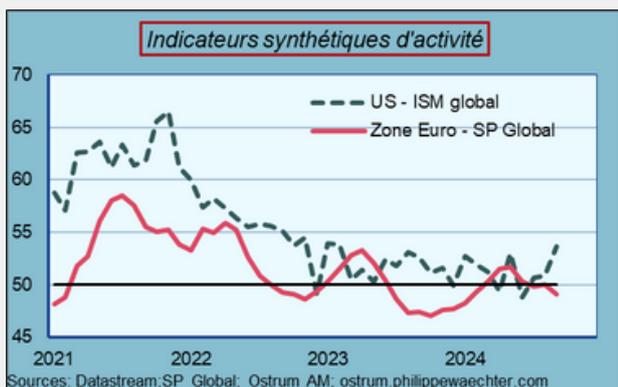
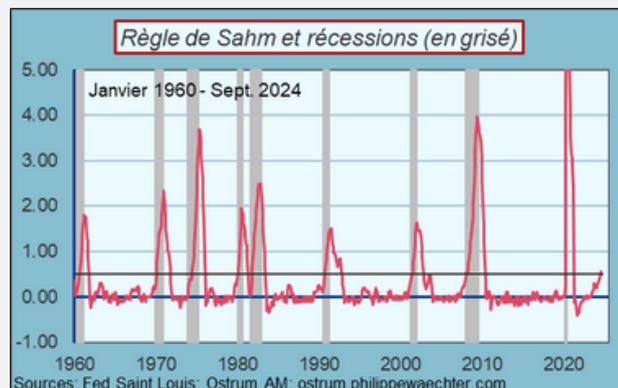
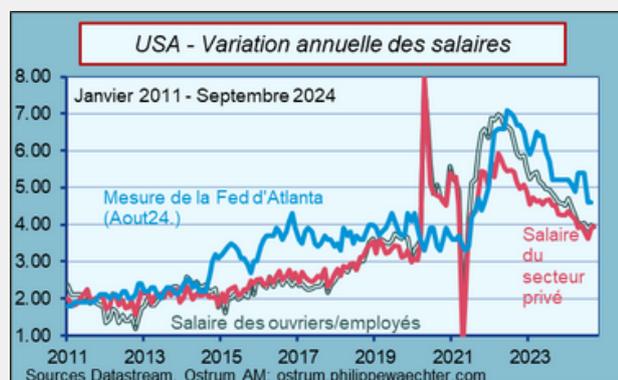
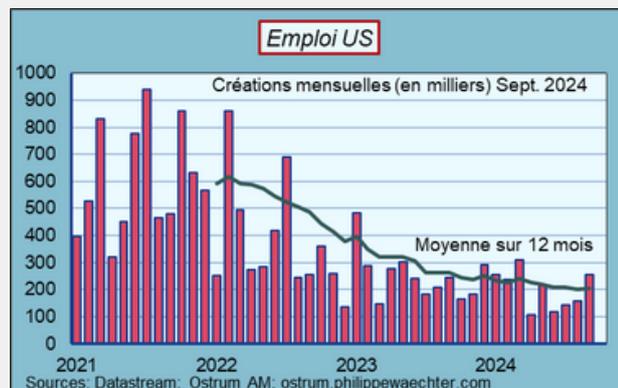
La situation se normalise au sein des grandes pays de la zone Euro et le pétrole devrait toujours maintenir une pression baissière.





L'emploi américain embarrasse la Fed

- Fort rebond des créations d'emplois aux USA au mois de septembre. La tendance baissière mesurée par le nombre de créations en moyenne sur 12 mois pourrait être interrompue.
- Les progressions se font dans la restauration, la santé et la construction. Le secteur immobilier résiste bien et l'on constate que la statistique des logements achevés est au plus haut. La crise immobilière que l'on aurait dû avoir avec la hausse des taux d'intérêt a vraiment une allure particulière !!!
- La tendance à la baisse des salaires semble interrompu. C'est peut être cet indicateur qu'il faudra regarder avec intérêt pour mesurer le risque de tensions sur le marché du travail. Powell, à Jackson Hole à la fin du mois d'août, avait évoqué la forte réduction du risque de résurgence de l'inflation via le marché du travail. On perçoit bien que la situation n'est pas encore stabilisée.
- L'indice de Sahm revient sur le niveau de 0.5 après 0.53 en juillet et 0.57 en août. Le risque de récession qui apparaissait alors n'est plus forcément aussi fort. En tout cas, l'indicateur n'est pas conclusif en septembre. La mesure prenant en compte aussi les emplois vacants retombe également. En août la proba d'une récession était de 48%, elle retombe à 36% en septembre. Cela ne facilitera pas la tâche de la Fed.
- Les indices synthétiques d'activité montrent bien la divergence entre les US et la zone Euro. Celle ci envoie un signal positif de façon temporaire, les US c'est le contraire. Pourtant la politique monétaire la plus accommodante est de l'autre côté de l'Atlantique.





Turbulences Macroéconomiques #25

7 Octobre 2024

Une nouveau cadre global (Partie I)

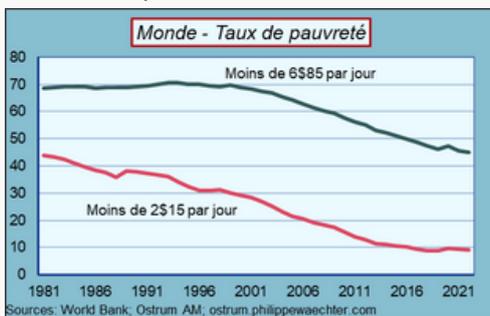
Ce document est en trois parties. La première partie est celle-ci. Elle traite des changements endogènes de la macroéconomie globale. La globalisation a engendré ses propres déséquilibres, conditionnant ainsi d'importants changements de trajectoires. La partie 2 portera sur le changement climatique. Il devient une contrainte majeure et va conditionner la trajectoire de l'économie globale pour les décennies à venir. La particularité est que si l'on veut suivre le processus de transition énergétique, le monde devra suivre une allure, un profil préétabli. C'est la première fois et cela aura forcément des conséquences. La troisième partie portera sur l'ensemble de ces éléments s'inscrivent dans la dynamique longue.

La macroéconomie globale a été un outil formidable pendant quatre décennies.

Le monde était ouvert, plutôt coopératif et plutôt coordonné. Il était dans l'intérêt de tous de s'ouvrir aux échanges, de transférer des technologies et de financer des investissements dans d'autres régions du monde.

Les nombreuses opportunités ont favorisé la croissance globale et le revenu des pays émergents. En devenant un partenaire majeur pour l'ensemble des pays de la planète, la Chine a changé radicalement d'envergure.

Pour illustrer cette longue période bénéfique, le taux de pauvreté dans le monde a reculé pour atteindre un niveau historiquement bas.



Cette période dite de la grande modération se traduisait par des chiffres de croissance et d'inflation, notamment dans les pays occidentaux, marqués par une faible volatilité.

Dans ce cadre, les banques centrales ont eu un rôle essentiel pour garantir la compatibilité des stratégies de chaque pays, de limiter l'impact des chocs, principalement financiers, mais sans entraver le développement global. D'ailleurs, traduisant cette volonté de stabilité, elles avaient toutes adopté la même cible d'inflation à 2 %.

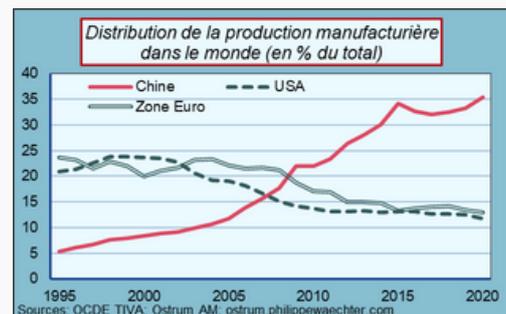
La gestion de cette situation et l'intégration des dynamiques économiques étaient telles qu'il était difficile d'envisager spontanément un dérèglement ou une autre trajectoire. Lors des crises, et il y en a eu, les banques centrales ont mis en place des moyens considérables, mais également des solidarités entre les systèmes bancaires pour que celles-ci ne soient pas trop persistantes. L'économie pouvait alors se recalculer sur une trajectoire compatible avec celle d'avant crise.

La grande modération a engendré ses propres déséquilibres

1 - Une concurrence qui a changé de nature

L'économie de la grande modération s'est développée sur la capacité à capter des opportunités partout dans le monde. Une telle réduction des barrières s'est accompagnée d'importants transferts de technologies. La délocalisation de la production ne pouvait avoir de sens que si les biens produits avaient les mêmes qualités que dans leur marché d'origine.

La particularité de la période est que le réceptacle premier de ces investissements et de ces transferts a été la Chine. Sa spécificité est d'être de grande taille, très peuplée et avec une volonté politique de développement considérable. Un rattrapage s'est effectué dans de nombreux secteurs manufacturiers, se traduisant par un poids croissant de la Chine dans le développement du secteur manufacturier. En 2020, l'Empire du milieu représentait 35 % de la production manufacturière mondiale contre seulement 5 % en 1995.



Cela s'est traduit par l'émergence d'une capacité d'innover considérable, soutenue par la politique économique, mais entrant alors en concurrence avec les pays a priori les plus avancés sur la technologie. Le phénomène a probablement été plus vite encore qu'attendu. Un classement récent par une revue scientifique australienne indiquait que la Chine était leader dans 90 % des innovations critiques, celles qui vont conditionner l'univers de demain. Il y a un terrible basculement et un retour en arrière apparaît totalement improbable.

Le monde va entrer dans une concurrence plus large.



Turbulences Macroéconomiques #25

7 Octobre 2024

Une nouveau cadre global (Partie I)

2- Sortir de la dépendance

Le deuxième aspect est que la période de la pandémie puis celle de la reprise ont fait apparaître une forte dépendance sur toutes les sortes de biens

Aux préoccupations sur les masques chirurgicaux ont succédé des inquiétudes sur la capacité à disposer, tant aux US qu'en Europe, des technologies les plus récentes, notamment les semi-conducteurs.

En Europe, la crise de l'énergie après l'invasion de l'Ukraine par la Russie a mobilisé, créant la nécessité de renouveler une politique industrielle qui avait disparu des agendas politiques. Aux États-Unis et en Europe, le constat d'une technologie plutôt asiatique a permis de prendre conscience qu'il fallait investir davantage dans les technologies de demain pour ne pas tomber dans la dépendance de la Chine.

L'Inflation Reduction Act américain est une réponse à ce défi. L'Europe cherche encore la meilleure réponse. C'est pour ces raisons qu'est réapparue dans la presse la notion de politique industrielle. C'est le moyen de réinternaliser les innovations, la technologie tout en gagnant en autonomie de croissance.

Au delà de cette dépendance, une raison essentielle de ce retour de la politique industrielle est de pouvoir prendre en main sa propre destinée. Les technologies qui vont créer la production de demain se développent aux US mais principalement en Chine. En travaillant plus localement, l'objectif est d'être capable de définir sa propre trajectoire. On ne peut pas attendre que les éléments nécessaires à une forme d'autonomie de production soient développés ailleurs. C'est tout l'enjeu de la politique industrielle. Les chinois l'ont compris, les américains ont riposté avec l'IRA, l'Europe prend le risque de laisser passer le train. L'échelle des développement n'est pas à la hauteur des enjeux.

De ces éléments sur la technologie sortira peut-être un standard de technologie. Le pays qui disposera de cette capacité aura un avantage comparatif considérable qui lui assurera une rente appréciable et durable.

Pour illustrer ce point, la bataille sur les véhicules électriques est exemplaire. Les constructeurs chinois ont une avance considérable sur leurs homologues européens et américains.

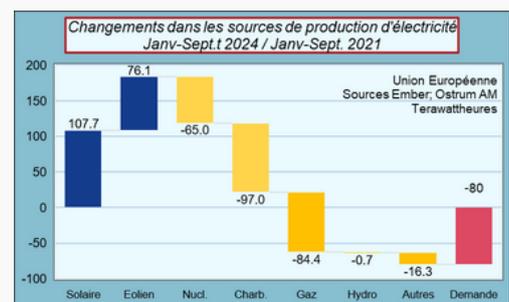
Mais, il n'apparaît pas raisonnable de laisser le marché de l'automobile électrique aux mains des constructeurs chinois. On continuera d'avoir besoin de véhicules pour se déplacer, mais chaque région a besoin de définir son propre standard sous peine de perdre en autonomie.

Si on laisse les voitures chinoises envahir le marché, la rente sera chinoise et l'Europe et les États-Unis auront perdu de leur substance. C'est pourquoi des taxes aux frontières ont été adoptées. Elles ne seront efficaces que si cela se traduit par une production locale de véhicules et avec des véhicules attractifs pour le consommateur.

Le retard pris doit être rattrapé et il y a probablement ici besoin d'une politique industrielle à grande échelle. Mais il faut faire vite car les problématiques du climat vont vite rattraper les constructeurs les moins vertueux.

Une remarque encore sur la question de la dépendance. Les Européens ont réagi de façon efficace à la crise énergétique. La production d'électricité a commencé sa transition avec un net renforcement de la contribution de l'éolien et du solaire et une réduction marquée de l'utilisation du gaz et du charbon.

Dans le même temps, la demande d'électricité a reculé. L'Europe a su réagir plus rapidement que d'autres régions du monde, travaillant à la décarbonation de son énergie, mais également à la réduction de la dépendance aux énergies importées. Le graphe montre la contribution des différents composants de la production d'électricité entre les 9 premiers mois de 2021 (avant la crise énergétique) et les 9 premiers mois de 2024.



3- Une géopolitique qui se réinvente

Le troisième point est l'irruption d'une multiplicité politique.

Le modèle qui avait émergé après la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 n'a pas résisté à la volonté des dirigeants chinois ou russes de définir et d'appliquer leur propre modèle politique. L'idée d'une victoire totale de la démocratie s'est donc atténuée rapidement.

Dans un premier temps, le rattrapage économique des pays émergents a gommé la dimension politique. L'idée qui a servi de référence est celle selon laquelle la densification des échanges et la hausse du niveau de vie étaient des facteurs suffisants pour mettre la conflictualité politique en arrière-plan.



Turbulences Macroéconomiques #25

7 Octobre 2024

Une nouveau cadre global (Partie I)

L'Allemagne avait très bien compris ce cadre. Elle en a profité pour développer ses exportations, se rendant indispensable dans une multitude de pays, dont la Chine.

Cette doctrine ancienne qui considère que l'amélioration des conditions de vie par les échanges est une condition suffisante pour maintenir la paix a bien fonctionné en Europe depuis le début du projet européen des années 1950.

À l'échelle internationale, cela a fonctionné avant que la rivalité entre la Chine et les États-Unis prenne un tournant, en grande partie lié au rattrapage technologique des USA par la Chine.

Ces divergences se sont accrues au moment du conflit avec l'invasion russe. Cette situation s'est traduite par un partage du monde d'un nouvel ordre. Ainsi, les Chinois et les Indiens n'ont-ils pas voté les sanctions contre la Russie.

D'un seul coup, un ailleurs était possible et l'on a vu resurgir un global South mené par l'Inde, mais qui ressemble aux pays non alignés des années 1970. Les États-Unis et l'Europe n'ont pas réussi à maintenir leur emprise ou tout au moins à dessiner un cadre qui serait plutôt démocratique. Cela traduit aussi les tensions au sein de la société américaine, ce que l'on voit avec les élections de novembre. Cela reflète également l'incapacité de l'Europe à peser sur le monde par inépuisable à faire collectif. C'est une mesure de leur perte de pouvoir alors que la chute du Mur de Berlin avait créé de nombreuses opportunités.

Cette situation a contribué à accentuer la fin d'une forme de coordination macroéconomique.

Un cadre nouveau et déformé

Ces trois éléments sont la conséquence des développements résultant de la globalisation. Celle-ci a fait apparaître des incompatibilités qui progressivement sont devenues trop importantes pour être passées sous silence.

L'impact fort et durable de ces ruptures porte sur la capacité à travailler ensemble. En 2023, la baisse rapide des investissements directs étrangers en Chine en est une illustration parfaite.

Les occidentaux ne veulent plus mettre de capitaux dans l'Empire du milieu.

On a souvent évoqué le souhait des autorités chinoises de ne plus dépendre des flux de capitaux occidentaux. Cela pourrait aussi être une explication si, très récemment, Pékin n'avait pas modifié les règles d'implantation des entreprises étrangères en Chine

. Il n'est plus besoin de créer des coentreprises avec des investisseurs chinois pour pouvoir s'y installer. Tous les secteurs ne sont pas concernés, mais c'est un bouleversement important.

Le monde vaste et ouvert s'est verticalisé. Cela se reflète dans le retour depuis 2022, tant aux USA qu'en Europe, du terme de politique industrielle dans le vocabulaire des politiques.

L'Inflation Reduction Act américain est une mesure de politique industrielle. Le retour de cette dimension est calé sur des choix plus locaux, car il faut favoriser les besoins locaux et la nécessité de produire localement. Là aussi, l'Inflation Reduction Act coche toutes les cases et les décisions deviennent plus locales.

Durant la grande modération, les décisions prises reflétaient une forme d'optimisation économique. Désormais, les nouvelles contraintes réduisent cette capacité à optimiser et les décisions conditionnées par des contraintes locales peuvent apparaître comme des second best.

Le changement radical se traduit donc par la poignée de sable envoyée dans les mécanismes de l'économie internationale, forçant à la réinvention de mécanismes locaux. L'objectif est alors d'engendrer localement des impulsions capables d'alimenter la croissance de l'activité et des revenus.

L'Europe est affectée par cette nouvelle situation. Sa population vieillit rapidement et sa capacité à innover est plus réduite qu'aux États-Unis et en Chine. C'est tout le sens du rapport publié le 10 septembre par Mario Draghi sur les fragilités de l'Europe et de ses retards de croissance par rapport à ses deux concurrents.

Tant que la dynamique globale contribuait fortement à la croissance locale, l'Europe pouvait s'en sortir. Dès que cette immersion se réduit, l'activité et les revenus sont davantage conditionnés par les moyens mis en œuvre localement.

Sur ce point, c'est la remarque du rapport Draghi sur la nécessité de revenir sur des taux d'investissement comparables à ceux des années 1960. Cela se traduira par des choix d'allocation de ressources très différents.

L'Europe doit se repenser, mais cela prendra du temps et la croissance risque d'être limitée tant que des mesures structurelles sur l'investissement ne seront pas prises.



Une nouveau cadre global (Partie I)

C'est pour cela que les politiques de relance de la demande ne sont pas pertinentes. Elles sont adoptées parce qu'elles procurent un soutien politique facile. Mais elles ne donnent pas à l'Europe l'autonomie dont elle a besoin dans le nouveau contexte. Il faut innover pour continuer d'exister, pas seulement utiliser les innovations des autres comme l'implique les politiques de soutien à la demande.

Par ailleurs, le changement de la forme de la globalisation aura une incidence sur le marché du travail. Celui-ci, qui était global depuis l'arrivée de la Chine et de nombreux pays dans le concert des nations économiques, retrouve une dimension plus locale avec les contraintes que cela engendre. Retrouver une dimension plus locale dans les modes de fonctionnement se traduit par des contraintes plus marquées sur le marché du travail.

Dans le nouveau cadre, le marché de l'emploi sera un élément clé. Aux US, l'arrivée massive de migrants s'est traduite par un relâchement des tensions sur le marché du travail. En Europe, la rétention d'emploi que l'on voit en Allemagne pousse à des salaires plus élevés parce que le pouvoir de négociation est du côté des salariés.

En Europe, le vieillissement de la population et les pressions politiques internes sur le contrôle aux frontières font que l'on ne dispose pas des mêmes latitudes et des mêmes capacités d'ajustement. Cela sera forcément un frein à la croissance.

Conclusion

La globalisation a favorisé la croissance mais en alimentant un pays aussi important que la Chine, elle a fait apparaître des déséquilibres qui ont conduit à la mise en place d'un cadre nouveau.

Il faut transformer l'économie globale car les priorités locales ne sont plus les mêmes.

La concurrence sur les innovations, le besoin de s'inscrire dans les technologies qui permettront les développements du futur et le cadre nouveau des relations internationales sont autant d'éléments qui vont façonner l'économie de demain. L'économie plus verticale qui se dessine est la conséquence de l'histoire des 20 dernières années. Elles vont bouleverser les relations économiques et les équilibres tant internes qu'externes. Le monde de demain ne sera plus celui d'hier.

Mais la rupture sera encore plus brutale car il faudra intégrer la nécessité de converger rapidement vers la trajectoire qui mènera à la neutralité carbone. Et cela est en plus des bouleversements déjà évoqués.



L'éducation au changement climatique : une opportunité pour l'école

Extraits

À l'occasion de la semaine européenne du développement durable, Éric Guilyardi, climatologue, revient sur les vertus pédagogiques de l'éducation au changement climatique dès l'école primaire.

L'éducation au changement climatique est parée de multiples vertus. Au-delà de l'enseignement des notions physiques du climat, elle est un outil qui donne du sens à la jeune génération : construction de l'esprit critique, apprentissage de la coopération et surtout confiance en l'avenir et en sa capacité d'agir. Cela demande cependant de faire monter en compétence l'ensemble des acteurs éducatifs.

Le défi est d'ampleur car un faisceau d'indicateurs concourt au diagnostic suivant : très peu d'enseignants du primaire, du collège et du lycée ont été formés aux enjeux climatiques et ont intégré ce thème dans leurs enseignements.

Deux conséquences : d'une part, une très large majorité des jeunes ne sait expliquer ni les causes de l'actuel changement climatique ni ses conséquences potentielles, et d'autre part 74 % des adolescents et jeunes adultes français déclarent souffrir d'éco-anxiété.

L'enjeu aujourd'hui est donc autant d'équiper la jeune génération des connaissances de base, que de les amener à construire un récit qui ne soit pas catastrophiste afin qu'ils puissent se projeter de façon positive dans l'avenir, et qu'ils s'en conçoivent non comme des victimes mais plutôt comme des acteurs.

La France a été pionnière dans le lancement de l'« éducation au développement durable » (EDD), conçue comme une éducation transversale. Force est de constater que le développement de l'EDD n'a jusqu'à présent que peu contribué à l'éducation des jeunes aux enjeux du changement climatique.

L'éducation au changement climatique (ECC) a démontré un impact significatif à la fois sur l'amélioration des connaissances scientifiques, des attitudes et des aptitudes des élèves. En favorisant un apprentissage fondé sur l'investigation et l'expérimentation, l'ECC favorise en effet le développement de la pensée critique et la capacité à résoudre des problèmes collectivement, essentielles pour relever les défis climatiques. En abordant les concepts d'incertitude, les différentes échelles spatiales et temporelles, les rétroactions climatiques, les multiples causes et effets, etc., l'ECC s'inscrit également dans une éducation à la complexité, qui permet d'appréhender le caractère systémique du changement climatique... et le fait qu'il n'existe pas d'approche simple pour faire face à ce problème complexe.

Redonner de l'espoir et la capacité d'agir à tous nos jeunes demande un programme pluriannuel d'ampleur, de l'expérimentation dans quelques académies pilotes et une coordination étroite avec l'ensemble des services et personnels de l'Éducation nationale et de ses partenaires, en particulier de la communauté scientifique. Éric Guilyardi

Source: Le journal du CNRS [Eric Guilyardi](https://bit.ly/3Y1QVe9) Lien <https://bit.ly/3Y1QVe9>



Les progrès des femmes dans le leadership ne ralentissent pas seulement, ils s'inversent

Extraits

Le rythme des progrès vers une véritable égalité des sexes dans les postes de direction ne se contente pas de stagner, il régresse. La bataille pour les femmes aux postes de direction n'est pas gagnée. Dans le dernier classement Fortune Global 500, 472 des 500 entreprises sont dirigées par des hommes, un chiffre en hausse par rapport à l'année dernière. Cela signifie que près de 95 % de ces entreprises, et un tiers des revenus mondiaux, sont dirigés par des hommes. Les femmes restent exclues des postes de direction.

Les rares femmes qui accèdent au poste de PDG ont souvent dû lutter pendant des décennies contre des préjugés sexistes profondément ancrés et des barrières systémiques. Et pour les femmes issues de milieux raciaux et ethniques marginalisés, ces obstacles sont encore plus profonds. En outre, les femmes PDG ont tendance à avoir des mandats plus courts que les hommes, en moyenne cinq ans pour les femmes contre huit pour les hommes. Cet écart peut être attribué à la tolérance et à la patience plus faibles des femmes dans ces rôles à enjeux élevés.

Les femmes leaders sont soumises à des normes de performance plus élevées et à des jugements plus sévères. Elles sont perçues comme « trop molles » ou « trop dures », mais jamais « tout à fait aptes » à occuper des postes de direction. Les attentes sont plus élevées et les récompenses moins fortes pour les femmes, et elles sont souvent perçues comme compétentes ou sympathiques, mais rarement les deux.

Un raccourci cognitif, conduit les individus à privilégier ce qu'ils connaissent ou ont déjà vu. Notre exposition de longue date à des PDG masculins crée un biais cognitif qui rend difficile d'envisager différents styles de leadership. Cela explique également pourquoi il est si difficile de changer.

La question porte sur ce que les organisations doivent faire pour éliminer les obstacles qui les pénalisent favoriser la diversité des talents et créer des environnements de travail où les femmes peuvent s'épanouir.

Les entreprises doivent prendre des mesures pour éliminer les préjugés dans le recrutement, intégrer des valeurs de leadership inclusives et cultiver une culture d'inclusion où chacun peut réussir. Les programmes de parrainage et de mentorat, les services de garde d'enfants abordables et les modalités de travail flexibles sont essentiels pour que les femmes réussissent sur le lieu de travail. Des recherches récentes montrent que les employés sont deux fois plus susceptibles de rester lorsqu'ils ont le sentiment que leur organisation est tenue responsable des objectifs de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI). Ils sont trois fois plus susceptibles de rester lorsque les processus de leur organisation sont justes et équitables.

Il est temps de prendre l'égalité des sexes au sérieux.

Source: LSE Business Review [Lucy Kallin](#) Ellie Smith Lien à cliquer <https://bit.ly/47VqYjV>



L'IA et l'automatisation peuvent ouvrir la voie à l'inclusion sur le lieu de travail

Extraits

La ville de Tokyo s'est dotée d'un restaurant géré par des robots en 2021. "En quoi cela aide-t-il notre population actuelle ou crée-t-il plus d'emplois, alors que vous pourriez avoir des caissiers, des barmans et des serveurs humains ?" Le problème du Dawn Avatar Robot Cafe est qu'il est géré par des personnes handicapées qui ne peuvent pas travailler. En utilisant des robots, ce café a non seulement créé de nouveaux emplois, mais il a aussi ouvert la voie à un avenir d'emploi inclusif où tout le monde peut travailler.

Au cours de l'histoire, nous avons connu d'autres moments de changements importants dus aux avancées technologiques.

La même chose se produit aujourd'hui avec l'IA. Si nous n'améliorons pas nos processus, ne devenons pas plus efficaces et ne suivons pas le rythme des changements, notre civilisation risque de ne pas réussir.

Y a-t-il des raisons de craindre une perte totale d'emplois ? Les chercheurs d'Oxford Carl Benedikt Frey et Michael Osborne ont étudié 702 métiers et ont constaté que 47 % d'entre eux pourraient être remplacés par l'automatisation. Cependant, cela ne signifie pas qu'ils seront remplacés par l'IA générative ou que ces travailleurs se retrouveront sans opportunités d'emploi.

L'IA générative ne peut actuellement faire que ce qu'on lui apprend à faire avec des exemples existants. L'automatisation supprimera une partie de ces emplois, car vous pouvez programmer une machine pour le faire, au lieu de devoir embaucher quelqu'un et le payer. Mais l'utilisation de l'IA et de l'automatisation créera davantage d'opportunités d'emploi en permettant à une partie de la population jusque-là considérée comme inapte au travail d'entrer sur le marché du travail.

Nous commençons seulement à voir son impact potentiel sur nos vies. Quelque chose de similaire s'est produit lors du développement d'Internet. Tout le monde pensait que cela signifierait la fin de nombreux secteurs et emplois, mais ce ne fut pas le cas. Internet a créé un nouveau monde.

L'essor de l'IA et de l'automatisation va transformer le marché du travail, et ce changement s'accompagne à la fois d'opportunités et de risques. L'adoption de l'IA et de l'automatisation est essentielle pour progresser, mais elle doit être contrebalancée par un plaidoyer en faveur d'une utilisation et d'une réglementation responsables. Cela contribuera à garantir que les avancées technologiques en matière d'IA et d'automatisation mèneront à une main-d'œuvre plus inclusive et plus juste, plutôt qu'à une main-d'œuvre marquée par des suppressions d'emplois. Une culture d'adaptabilité et de résilience, alliée à des politiques qui protègent tous les travailleurs, peut créer un avenir où la technologie est un outil de progrès collectif et d'équité.

Source: LSE Business Review [Jasmine Virhia, PhD](#) [Ariela Kleinberg Shveid](#) [Lien](#)



La qualité de l'air s'améliore alors que la Chine réduit sa dépendance au charbon et aux industries lourdes : principales tendances du premier semestre 2024

Extraits

La Chine est en train de remporter la course aux énergies propres.

Elle a dépensé dix fois plus que les États-Unis ou l'Europe dans ce domaine au cours des cinq dernières années. Elle domine le marché en pleine croissance des énergies renouvelables, produisant 90 % de tous les panneaux solaires, plus de 70 % de toutes les batteries au lithium et 65 % de toutes les éoliennes.

C'est une décision très intelligente. Nos recherches récentes montrent que rien ne prouve que l'énergie solaire et l'énergie éolienne ne puissent pas poursuivre leurs taux de croissance spectaculaires récents. Les énergies renouvelables pourraient devenir une industrie mondiale de plusieurs milliards de dollars dans un avenir proche.

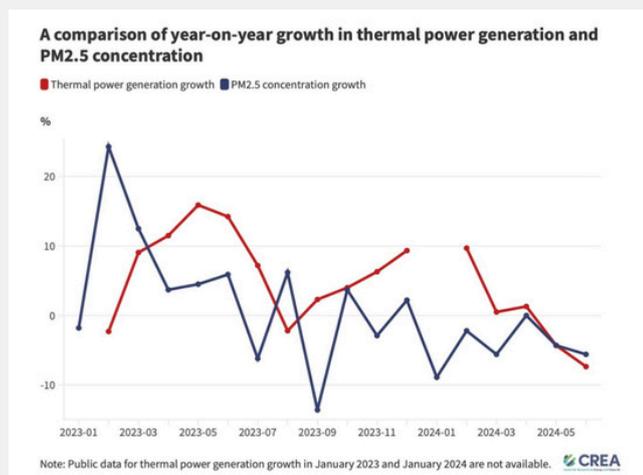
Les investissements colossaux du Pacte vert européen et de l'Inflation Reduction Act (IRA) des États-Unis – chacun près de 1 000 milliards de dollars (0,75 000 milliards de livres sterling) au cours de la prochaine décennie – pourraient combler l'écart en termes de déploiement des énergies propres, mais il est peu probable qu'ils ébranlent la domination du marché par la Chine.

En nous appuyant sur nos recherches précédentes, nous avons constaté que les énergies renouvelables et l'électrification des transports sont des investissements de plus en plus attractifs pour les décideurs des villes chinoises, car elles sont peu coûteuses, présentent relativement peu de risques et ont le potentiel de générer rapidement des réductions d'émissions durables. Ces qualités en font des agents rapides du changement.

Selon le ministère de l'Écologie et de l'Environnement, la qualité de l'air en Chine s'est améliorée au premier semestre 2024, les particules fines (PM2,5) ayant diminué de 2,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. Les niveaux de particules grossières (PM10), de dioxyde d'azote (NO2) et de dioxyde de soufre (SO2) ont également diminué d'une année sur l'autre.

Le déclin continu du secteur immobilier et l'expansion rapide des énergies propres expliquent probablement la diminution des niveaux de polluants atmosphériques. Au premier semestre 2024, la production de ciment a chuté de 10,0 %, et la production de fonte et d'acier brut a considérablement diminué. En outre, la croissance rapide des énergies propres, qui a pleinement répondu à la demande accrue d'électricité de l'année, a contribué à réduire à la fois les émissions de carbone et la pollution atmosphérique.

Sources: CREA <https://bit.ly/3XRTDl9> et The Conversation UK <https://bit.ly/4dt6ccC>





Les différences de revenus au sein du couple augmentent-elles le risque de séparation ?

Extraits

Avec l'essor des couples bi-actifs et la progression du niveau d'éducation des femmes, les situations où celles-ci gagnent plus que leur partenaire sont de plus en plus fréquentes. Une nouvelle étude, basée sur les données de l'Échantillon Démographique Permanent (EDP), examine pour la première fois en France les liens entre les écarts de revenus au sein du couple et le risque de séparation.

Lorsque la part des revenus de la femme dépasse 55 % du revenu total du couple, le risque de séparation augmente significativement. Ces couples présentent un risque de rupture supérieur de 11 à 40 % (selon l'ampleur de la contribution de la femme) par rapport aux couples dont les revenus sont équitablement répartis. Le risque de séparation croît à mesure que la part des revenus de la femme augmente.

De manière générale, les couples en union libre présentent un risque de séparation plus élevé que ceux mariés ou pacsés. Mais comment ces écarts de revenus influencent-ils chaque type d'union ? Quel que soit le statut (mariés, pacsés ou cohabitants), le risque de séparation est plus élevé lorsque la femme gagne plus que son conjoint. Cependant, quelques nuances apparaissent. Chez les couples pacsés, l'association entre les écarts de revenus et le risque de séparation est moins marquée. Pour les couples en union libre, un partage relativement égal des revenus semble renforcer la stabilité de l'union. En revanche, dans les couples mariés, la stabilité est plus grande lorsque l'homme est le principal soutien financier du ménage.

Même si le risque de séparation diminue avec l'âge, en particulier après 50 ans, les couples où la femme est la principale pourvoyeuse de revenus sont confrontés à un risque de séparation plus élevé que les autres quel que soit leur âge. Ce risque accru de séparation est donc également présent chez les jeunes couples, issus de générations ayant pourtant grandi avec des normes de genre plus égalitaires que celles des générations précédentes.

Le risque systématiquement plus élevé de séparation dans les couples qui ne suivent pas le modèle dominant de l'homme « gagne-pain ». C'est le cas même dans un pays comme la France, où l'emploi des femmes est élevé et soutenu par des politiques familiales. Une autre possible interprétation viendrait des femmes financièrement plus dotées que leur conjoint pour qui la séparation pourrait être plus envisageable en cas d'insatisfaction conjugale, car elles ont les capacités financières de vivre sans conjoint.

J'avais évoqué, il y a peu, le changement radical surtout le marché du travail où les jeunes filles damment le pion des jeunes hommes. Au regard du papier ci-dessus, le situation pourrait devenir plus volatile au sein des couples.

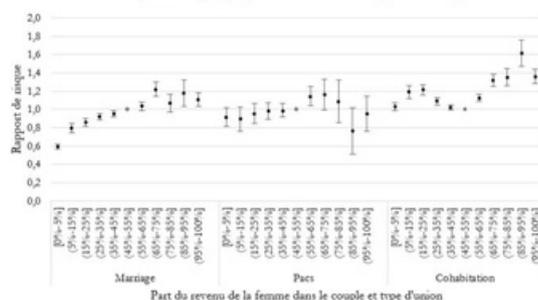
Voir <https://bit.ly/3ZODIMA>

Source Ined – Institut national d'études démographiques

Anne Solal Giulia Ferrari Agnese Vitali

Lien <https://bit.ly/3Y7et1r>

Rapport de risques de séparation selon la part du revenu de la femme dans le couple et le type d'union, régression logistique (avec intervalles de confiance à 90 %)



Note : Le rapport des risques exprime le risque de dissolution supplémentaire par rapport à la modalité de référence (les couples « égalitaires » dont la femme gagne entre 45% et 55% des revenus du couple) toutes étant égales par ailleurs. Par exemple, dans les couples cohabitants, le risque de séparation est multiplié par 1,6 quand la femme gagne 85 à 95% des revenus du couple plutôt que 45 à 55%.

Variables de contrôle mesurées l'année précédant la possible séparation : âge moyen des partenaires, présence d'enfants dans le ménage, âge du plus jeune enfant, différence d'âge entre conjoints, le fait que l'un des deux soit né à l'étranger, taille de l'unité urbaine, statut d'occupation du logement et quintile de revenu du ménage.



Mentions légales

Ostrum Asset Management

Société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le n° GP-18000014 du 7 août 2018. Société anonyme au capital de 50 938 997 € – 525 192 753 RCS Paris – TVA : FR 93 525 192 753. Siège social : 43, avenue Pierre Mendès-France – 75013 Paris – www.ostrum.com

Ce document est destiné à des clients professionnels, au sens de la Directive MIF. Il ne peut être utilisé dans un but autre que celui pour lequel il a été conçu et ne peut pas être reproduit, diffusé ou communiqué à des tiers en tout ou partie sans l'autorisation préalable et écrite de Ostrum Asset Management.

Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une quelconque valeur contractuelle. Ce document est produit à titre purement indicatif. Il constitue une présentation conçue et réalisée par Ostrum Asset Management à partir de sources qu'elle estime fiables.

Ostrum Asset Management se réserve la possibilité de modifier les informations présentées dans ce document à tout moment et sans préavis et ne constitue en aucun cas un engagement de la part de Ostrum Asset Management

Ostrum Asset Management ne saurait être tenue responsable de toute décision prise ou non sur la base d'une information contenue dans ce document, ni de l'utilisation qui pourrait en être faite par un tiers. Les chiffres cités ont trait aux années écoulées. Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les références à un classement, un prix ou à une notation d'un OPCVM/FIA ne préjugent pas des résultats futurs de ce dernier.

Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé (s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale et conformément aux conventions signées par la France, Ostrum Asset Management exclut des fonds qu'elle gère directement toute entreprise impliquée dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnel et de bombes à sous munitions.

Natixis Investment Managers

Le présent document est fourni uniquement à des fins d'information aux prestataires de services d'investissement ou aux autres Clients Professionnels ou Investisseurs Qualifiés et, lorsque la réglementation locale l'exige, uniquement sur demande écrite de leur part. Le présent document ne peut pas être utilisé auprès des clients non-professionnels. Il relève de la responsabilité de chaque prestataire de services d'investissement de s'assurer que l'offre ou la vente de titres de fonds d'investissement ou de services d'investissement de tiers à ses clients respecte la législation nationale applicable.

En France: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers International – Société de gestion de portefeuilles agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le n° GP 90-009, société anonyme immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 329 450 738. Siège social: 43 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.

Au Luxembourg: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A. – Société de gestion luxembourgeoise agréée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, société anonyme immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B115843. 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

En Belgique: Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers S.A., Belgian Branch, Louizalaan 120 Avenue Louise, 1000 Brussel/Bruxelles, Belgium.

En Suisse Le présent document est fourni par Natixis Investment Managers, Switzerland Sarl, Rue du Vieux Collège 10, 1204 Genève, Suisse ou son bureau de représentation à Zurich, Schweizergasse 6, 8001 Zürich.

Les entités susmentionnées sont des unités de développement commercial de Natixis Investment Managers, la holding d'un ensemble divers d'entités de gestion et de distribution de placements spécialisés présentes dans le monde entier. Les filiales de gestion et de distribution de Natixis Investment Managers mènent des activités réglementées uniquement dans et à partir des pays où elles sont autorisées. Les services qu'elles proposent et les produits qu'elles gèrent ne s'adressent pas à tous les investisseurs dans tous les pays.

Bien que Natixis Investment Managers considère les informations fournies dans le présent document comme fiables, y compris celles des tierces parties, elle ne garantit pas l'exactitude, l'adéquation ou le caractère complet de ces informations.

La remise du présent document et/ou une référence à des valeurs mobilières, des secteurs ou des marchés spécifiques dans le présent document ne constitue en aucun cas un conseil en investissement, une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières, ou une offre de services. Les investisseurs doivent examiner attentivement les objectifs d'investissements, les risques et les frais relatifs à tout investissement avant d'investir. Les analyses et les opinions mentionnées dans le présent document représentent le point de vue de (des) l'auteur (s) référencé(s). Elles sont émises à la date indiquée, sont susceptibles de changer et ne sauraient être interprétées comme possédant une quelconque valeur contractuelle.

Le présent document ne peut pas être distribué, publié ou reproduit, en totalité ou en partie.

Tous les montants indiqués sont exprimés en USD, sauf indication contraire.